



Séisme en Haïti

12 JANVIER 2010 - 12 JANVIER 2011

BILAN ET REGARDS SUR UN AN D' ACTIONS

4 12 JANVIER 2010, 16H53...
« On va bien, mais ici, c'est l'enfer ! »

6 RETOUR SUR UN AN D'ACTIONS
Le récit de Florent Del Pinto, chef de mission en Haïti

7 L'ABRI
Priorité numéro un

13 CAMPS
Sortir, peu à peu, d'une logique de camps

18 LE RENFORCEMENT
des capacités locales

26 CHOLÉRA
Une nouvelle urgence sanitaire

34 DE L'URGENCE À LA RELÈVE :
Retour sur les six premiers mois d'actions

36 NOTRE ENGAGEMENT FINANCIER EN HAÏTI

38 NOS PARTENAIRES INSTITUTIONNELS

En complément de ce rapport, un web documentaire interactif a été réalisé sur la vie à Port-au-Prince, un an après le séisme. Pour le visionner, rendez-vous sur le site Internet www.croix-rouge.fr



7



13



18



26

Nul ne saurait se réjouir de la situation en Haïti, même si beaucoup de choses ont été accomplies depuis un an. Aujourd'hui, environ 1 million de personnes vivent encore dans des campements improvisés, en situation de grande vulnérabilité, et ce, en dépit des immenses efforts déployés pour améliorer leur quotidien. Notre priorité reste la même : trouver le plus rapidement possible des solutions de relogement pour ces personnes. Mais nous savons tous que cela prendra encore de longs mois. Il nous faut donc continuer à répondre à des besoins d'urgence dans les camps, tout en améliorant les services et structures mis en place au cours de la phase d'urgence.

Reconstruire Haïti est une énorme gageure. Mais cette reconstruction est en marche. Elle s'est même accélérée au cours de ces derniers mois. La Croix-Rouge française participe activement à la construction d'abris de transition qui vont peu à peu supplanter les tentes. Sortir des camps implique de reconstruire des quartiers entiers et, pour ce faire, de surmonter des obstacles immenses : il faut dégager des tonnes de gravats, le plus souvent à la main ; trouver des parcelles de terrain viables, régler des problèmes liés à la propriété foncière, à l'occupation des sols, au manque de matériaux de base, qu'il faut importer, à un urbanisme extrêmement complexe, en particulier à Port-au-Prince. Or, il n'est pas toujours en notre pouvoir de prendre certaines décisions.

L'extrême fragilité dans laquelle l'Etat haïtien s'est retrouvé après le séisme du 12 janvier et l'incertitude politique qui a dominé jusqu'à l'élection présidentielle, sont des facteurs aggravants qu'il faut prendre en compte. Sans compter les événements qui se sont succédés depuis un an, comme les tempêtes, les inondations, l'ouragan Tomas, le 5 novembre dernier, et, surtout, l'épidémie de choléra, qui a un impact important sur nos actions et qui va changer la donne pour longtemps en Haïti. Ces crises nous rappellent combien les actions de prévention sont essentielles et doivent faire partie intégrante de nos missions humanitaires. Elles sont primordiales pour aider Haïti à se relever durablement. Préparer la population aux catastrophes naturelles, la sensibiliser aux règles d'hygiène, former les personnels de santé et les volontaires de la Croix-Rouge haïtienne,



etc., toutes ces actions participent à réduire les vulnérabilités. Il ne servirait à rien de « réparer » sans volonté de pérenniser, de donner sans accompagner un retour à l'autonomie des personnes et des structures que nous soutenons. À ce sujet, je tiens à souligner le travail remarquable qui a été effectué par nos équipes, en partenariat avec la Croix-Rouge haïtienne et la Fédération internationale Croix-Rouge Croissant-Rouge.

« Nous sommes engagés pour des années en Haïti. L'essentiel des fonds que nous avons collectés nous permettra de poursuivre nos actions post-séisme au moins jusqu'au premier trimestre 2012. »

Je remercie encore, du fond du cœur, tous ceux qui nous ont fait confiance et nous permettent d'accomplir cette mission sans précédent en Haïti. Grâce à votre générosité, j'ai espoir de voir ce pays surmonter les épreuves qu'il a subies et se reconstruire. Nous continuerons de l'accompagner sur cette voie.

Pr Jean-François Mattei,
Président de la Croix-Rouge française

12 JANVIER 2010, 16H53...

« On va bien, mais ici,
c'est l'enfer ! »

Ce jour-là, Sébastien Gimenez, coordinateur logistique, et Dieuvenson Saintima, dit Chachou, logisticien, travaillent comme chaque jour au bureau de la Croix-Rouge française à Péguville, sur les hauteurs de Port-au-Prince. Ils se souviendront toujours de ce 12 janvier 2010 et des jours qui ont suivi ce cataclysme. Témoignages croisés.

SÉBASTIEN : Nous quittons le bureau, en général, vers 16h30. Ce jour-là, Franckine, l'administratrice, Chachou, Lucien, son assistant, et moi-même, avons décidé de rester plus tard pour boucler des dossiers. Soudain, nous entendons un énorme grondement retentir, comme le bruit d'un avion. En quelques secondes, tout se met à trembler et à tomber autour de nous. Je comprends subitement et hurle : « Dehors, tout le monde, dehors ! ». Nous nous précipitons vers le parking extérieur en tentant de garder l'équilibre. Autour de nous, des voitures sont propulsées en l'air, les murs d'enceinte du bureau s'effondrent sur la cabane des gardiens, l'église voisine s'écroule sur elle-même. Franckine est restée à l'intérieur, tétanisée par la peur. Dès que les secousses cessent, je me précipite à sa recherche. Elle est saine et sauve. Ces quelques secondes de chaos nous ont semblé une éternité !

CHACHOU : Notre chef de mission et le chauffeur, Willy, parviennent à nous joindre par radio et nous rassurent : ils vont bien. A ce moment-là, l'opérateur radio du CICR lance une alerte générale à tous les acteurs du Mouvement Croix-Rouge et annonce que Port-au-Prince n'est plus qu'un champ de ruines, que le palais présidentiel, les ministères sont tombés.



SÉBASTIEN : Des cris terribles succèdent au grondement de la terre. Un épais nuage de fumée recouvre la ville. Durant quelques minutes, nous restons abasourdis puis, très vite, nous n'avons plus qu'une idée en tête, aider les gens. Nous installons les blessés sur la pelouse de nos locaux. Je récupère autant de trousse de premiers secours que possible dans le bureau. Nous rapatrions les enfants d'une école voisine, qui s'est écroulée. J'identifie les cas les plus graves parmi les fillettes, littéralement massacrées. Les blessés arrivent maintenant par dizaines !

CHACHOU : Nous commençons le rapatriement des blessés vers l'hôpital le plus proche - avec un véhicule Croix-Rouge qui fait office d'ambulance - aidés par des volontaires de la Croix-Rouge canadienne et de la Fédération internationale. Sur la route, nous découvrons l'ampleur des dégâts : les rues jonchées de gravats, les maisons à terre, les arbres, les lignes électriques arrachés. L'hôpital est totalement détruit. Nous repartons vers un autre hôpital, plus loin, en empruntant des raccourcis en terre battue. Nous ferons ainsi des allers-retours incessants durant toute la nuit et le lendemain. Dans le même temps, nous organisons les renforts en récupérant des expatriés du Mouvement Croix-Rouge, éparpillés dans la ville.

SÉBASTIEN : De jeunes Américains, Canadiens et Haïtiens du quartier nous proposent de l'aide, spontanément. Ils sont les bienvenus. Surtout, ne pas trop hésiter, prendre les bonnes décisions. Identifier les blessés qui doivent partir en priorité vers l'hôpital. La terre tremble toujours et à chaque réplique, tout le monde crie, on s'agrippe les uns aux autres. Nous avons l'électricité grâce à notre générateur et l'Internet via notre connexion satellite. Je profite d'un moment d'accalmie pour envoyer un message au siège de la Croix-Rouge française, à Paris, ainsi qu'à mes proches : « On va bien, mais ici, c'est l'enfer ! ».

CHACHOU : Dans les rues de Port-au-Prince, les gens courent partout. Ils ne savent ni où aller, ni ce qu'ils doivent faire. Il n'y a plus d'Etat, plus de police, pas assez d'ambulances. Ils arrêtent nos voitures pour nous demander de l'aide, nous signaler des blessés, partout.

SÉBASTIEN : Des milliers de personnes se sont rassemblées sur les terrains de foot autour de notre bureau. Nous y emmenons aussitôt du matériel pour continuer à soigner et évacuer les blessés vers l'hôpital. Nous devons, en parallèle, commencer à préparer la logistique pour l'arrivée des premières équipes d'urgence et du matériel de la Croix-Rouge française.



Un an après le séisme, dans les rues de Port-au-Prince.

Les actions de la Croix-Rouge française



RETOUR SUR UN AN D' ACTIONS

Cela fait un an que la Croix-Rouge française est mobilisée en Haïti, aux côtés de la Croix-Rouge haïtienne, pour aider le pays à se relever durablement. En un an, cette mission a beaucoup évolué, obéissant à une stratégie réfléchie et partagée par l'ensemble des acteurs du Mouvement Croix-Rouge et Croissant-Rouge présents sur place. L'analyse de **Florent Del Pinto**, chef de délégation de la Croix-Rouge française en Haïti depuis janvier 2010.

« Participer au relèvement d'un pays, c'est impulser une action durable »



quartiers alentours, où nombre de personnes sont restées sur leurs parcelles, devant leur maison ou dans leur rue, et sont tout aussi vulnérables. Il était donc important de sortir d'une approche basée exclusivement sur l'assistance dans les camps pour étendre notre champ d'actions à ces zones.

C'est ce que vous appelez l'approche par quartier...

Oui. Cette approche par quartier a deux objectifs : d'une part, prendre en considération les besoins des populations non regroupées et, d'autre part, favoriser le retour vers leur quartier d'origine de celles et ceux vivant dans les camps, en leur assurant un minimum de services (eau, abri, santé, hygiène). À Port-au-Prince et Delmas, notre approche vise notamment le désengorgement des camps.

Comment avez-vous négocié ce tournant ?

Nous nous sommes progressivement désengagés d'une partie des 66 sites que nous couvriions pendant la phase d'urgence pour nous focaliser sur 19 camps de Port-au-Prince et Delmas et leurs bassins de vie. Cela s'est fait en concertation avec le Mouvement Croix-Rouge Croissant-Rouge et les autres acteurs humanitaires présents. Au delà d'assurer la survie des populations, il s'agit clairement d'améliorer leur situation et de rendre possible une projection dans le futur.

Quel est votre objectif ?

Tous nos programmes ont pour objectif un retour vers une situation « normale » et pérenne. Cela ne peut se faire qu'avec l'implication des Haïtiens eux-mêmes. Ils sont les acteurs de leur propre relèvement ! La première étape, essentielle pour favoriser le retour à l'autonomie, consiste à leur procurer un abri transitionnel, à reloger les plus démunis. Puis, par l'arrêt progressif de la distribution d'eau potable gratuite et la mise en place de solutions durables et adaptées.

Enfin, par le renforcement des capacités locales, aussi bien des personnes elles-mêmes que des structures ou institutions du pays, à commencer par la Croix-Rouge haïtienne.

De quels moyens disposez-vous pour conduire votre mission ?

Grâce à la générosité des Français et aux fonds accordés par nos partenaires, la Croix-Rouge française a déployé la plus importante délégation de son histoire - en termes de ressources matérielles comme de ressources humaines - pour répondre à cette catastrophe, tout aussi inédite. Nous comptons aujourd'hui 35 expatriés et plus de 360 employés haïtiens.

Comment travaillez-vous avec le Mouvement Croix-Rouge Croissant-Rouge ?

Dans les premiers mois qui ont suivi le séisme, nous avons élaboré une stratégie commune basée sur trois axes : la réponse au séisme, la préparation aux catastrophes et le renforcement de la Croix-Rouge haïtienne. Tous nos projets sont menés en coordination avec la Croix-Rouge haïtienne et la Fédération internationale Croix-Rouge et Croissant-Rouge et selon cette stratégie. Plus largement, nous nous coordonnons avec l'ensemble des acteurs humanitaires présents.

Pourquoi le relèvement d'Haïti est-il si long ?

D'abord, il s'agit d'un désastre d'une ampleur sans précédent. Les institutions elles-mêmes ont été affectées par le séisme, ce qui a accru la vulnérabilité globale. Rappelons qu'Haïti est l'un des pays les plus pauvres du monde, et, qui plus est, marqué par l'instabilité sociale et une grande vulnérabilité face aux catastrophes naturelles. Par ailleurs, les urgences se sont enchaînées au cours de cette année 2010 : tempêtes, menaces d'ouragans, inondations, violences politiques et, surtout, l'épidémie de choléra. Ces événements ont un impact certain sur notre mission qui est une mission difficile.

Comment a évolué la mission de la Croix-Rouge française depuis le 12 janvier 2010 ?

Durant les six premiers mois, nous avons apporté une aide d'urgence à plus de 180 000 personnes regroupées sur 66 sites de rassemblement de la capitale (cf. pages 34 et 35). Une aide multisectorielle visant à couvrir les besoins primaires des populations sinistrées. Puis, nous sommes passés de l'urgence à une phase de relèvement, ce qui nous a conduits à penser une stratégie à plus long terme. Participer au relèvement d'un pays, c'est impulser une action durable.

Comment s'est déroulée cette transition entre l'urgence et la relève ?

Nous avons mené plusieurs enquêtes sur notre zone d'intervention pour analyser les besoins des sinistrés, à la fois dans les camps et dans les



AVANT

L'ABRI

PRIORITÉ NUMÉRO UN



AUJOURD'HUI

Les habitants du quartier de Delmas 9 retrouvent le sourire : depuis quelques semaines, certains d'entre eux bénéficient à nouveau d'un toit. Les tonnes de gravats amoncelés sur les pentes de Port-au-Prince se réduisent peu à peu, et l'on voit poindre, ici et là, des maisons en bois et en tôle. Néanmoins, le processus de relogement des personnes sinistrées est d'une grande complexité. En attendant une politique d'urbanisme à long terme pour un développement plus équilibré du pays et un désengorgement de la capitale, la Croix-Rouge française tente d'apporter des solutions aux familles, au plus près de leur lieu de vie.

« Reconstruire à l'identique ne suffira pas à absorber la population actuelle. »

La problématique foncière en Haïti est importante, spécialement en zone urbaine. Les terrains étaient et sont encore encombrés de débris, les titres de propriété ne sont pas évidents et de nombreux déplacés qui étaient en location, restent vulnérables. La mise en place d'abris transitionnels devait permettre de sortir des camps rapidement. Malheureusement, ce processus est freiné par ces problématiques foncières et le manque d'espace dans les quartiers. Le gouvernement haïtien devait, par ailleurs, mettre à disposition des terrains qui ont vocation à devenir de nouveaux quartiers. Mais, pour le moment, cela reste très limité. Aujourd'hui, les partenaires sur le terrain commencent la réhabilitation des maisons endommagées. Mais la problématique du logement reste entière : l'offre de logement doit être augmentée (NDLA : Port-au-Prince, construite pour 250 000 personnes, en accueille aujourd'hui 3 millions). Reconstruire à l'identique ne suffira pas à absorber la population actuelle vivant dans les camps. Il y a un besoin énorme de nouveaux plans d'urbanisme. »

SAMY CECCHIN, EXPERT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AIDE HUMANITAIRE DE L'UNION EUROPÉENNE (DG ECHO) EN HAÏTI.



« J'ai payé un an de loyer d'avance en novembre 2009. Le 12 janvier 2010, mon immeuble s'est écroulé. Je n'ai pas de travail et donc, pas d'argent pour payer un nouveau loyer. »

CARICE DÉSIR, DELMAS 33.



« Je n'aurais jamais eu les moyens... »

Louise Sainville fait partie des premiers relogés de Delmas 9. Propriétaire d'une maison de 3 étages, détruite par le séisme, cette mère de famille a bénéficié de deux abris transitionnels sur sa parcelle, l'un pour sa famille, l'autre pour ses locataires.

« J'avais quatre locataires. J'habitais le rez-de-chaussée, un appartement de 4 pièces, avec mes 4 enfants. Le 12 janvier, j'ai tout perdu : mon argent, ma maison, mon restaurant. Heureusement, un propriétaire voisin nous a permis de monter des tentes sur son terrain. Six mois se sont écoulés et n'ayant pas les moyens d'ouvrir mon restaurant, j'ai commencé à faire des économies et dès que j'ai pu, j'ai relancé un petit commerce pour subvenir aux besoins de mes enfants. Je fais de mon mieux pour les nourrir

et qu'ils aillent à l'école. Leur père n'est pas souvent présent... Je ne suis plus en mesure, malheureusement, d'aider mes frères. Il y a six mois, la Croix-Rouge française m'a proposé de déblayer ma maison et d'y installer deux abris. Jamais je n'aurais eu les moyens de le faire moi-même... Pour le moment, nous occupons les deux logements, jusqu'à ce qu'un de nos locataires, parti se réfugier en province, revienne. C'est ce qui a été conclu. »

Un processus complexe

Le Mouvement Croix-Rouge (Fédération internationale et sociétés nationales partenaires) s'est engagé à construire 30 000 abris transitionnels. Les Croix-Rouge française et haïtienne travaillent sur les communes de Delmas et de Croix-des-Bouquets, en périphérie de la capitale. A Delmas, zone très urbaine, les chantiers se déroulent actuellement dans quatre secteurs : Delmas 7, 9, 17 et 33 Bloc Commissariat et Bloc Béthanie. À Croix-des-Bouquets, zone plus rurale, après une étude de la situation et de la vulnérabilité des familles, l'implantation d'abris doit commencer à la mi-janvier. Ce programme est cofinancé par l'Union Européenne et le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD). La Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge fournit le matériel nécessaire à la construction des abris.

VERT, JAUNE, ROUGE...

Le ministère des Travaux publics, des Transports et des Communications (MTPTC) a expertisé l'ensemble des bâtiments des villes touchées par le séisme. Ils ont été classés en 3 catégories : les maisons vertes qui n'ont pas été endommagées, les jaunes à réhabiliter, les rouges détruites ou à détruire. La Croix-Rouge française intervient sur les deux dernières catégories. Dans un premier temps, des abris transitionnels sont bâtis sur les parcelles des maisons rouges préalablement déblayées. Le prochain enjeu consistera à réhabiliter les maisons jaunes, dès la publication officielle des lignes directrices des autorités gouvernementales spécifiant les conditions de cette réhabilitation (normes de sécurité notamment).



Les bâtiments ont été classés en trois catégories : en vert, les maisons qui n'ont pas été endommagées, en jaune, à réhabiliter, en rouge détruites ou à détruire.



« Le cash for work m'a permis de donner de l'argent à ma mère et de payer l'école de mon fils. »

LE « CASH FOR WORK » OU « ARGENT CONTRE TRAVAIL »

Pour dégager les gravats qui encombrant les parcelles, la Croix-Rouge française utilise notamment le système du « cash for work », « argent contre travail ». Ce procédé permet de donner un revenu à la population en faisant participer les habitants au déblaiement de leur quartier. Plus d'une centaine de personnes originaires du quartier, hommes et femmes, sont ainsi employées. Les équipes sont renouvelées toutes les trois semaines, afin de faire travailler le maximum de personnes. Chacune d'entre elles touche 300 Gourdes haïtiennes (soit 5,6 euros) par journée de travail.

108 abris transitionnels ont été construits et 415 parcelles déblayées. 700 abris supplémentaires vont être installés dans les prochaines semaines.



LES ABRIS TRANSITIONNELS

Les abris transitionnels installés par la Croix-Rouge française correspondent au modèle approuvé par la Fédération Internationale Croix-Rouge et aux standards de qualité. Les plans prévoient une surface de 18 m² pour une famille de 5 personnes. Comme son nom l'indique, cet abri est une solution provisoire.

PROPRIÉTAIRES/LOCATAIRES

La Croix-Rouge française accorde une attention particulière aux locataires, parce qu'ils sont les plus vulnérables. En effet, si les propriétaires de maisons détruites possèdent un terrain sur lequel reconstruire, les locataires, eux, n'ont plus rien. Lorsqu'un propriétaire de parcelle est identifié, la Croix-Rouge française lui propose une aide conditionnée. Si l'espace le permet, le propriétaire doit accepter l'installation d'un ou plusieurs abris supplémentaires pour reloger gratuitement durant deux ans son (ses) locataire(s), usufruitiers de l'abri. Au terme de cette période, les abris reviendront aux propriétaires qui en disposeront librement.

D'énormes contraintes à surmonter

Au 8 novembre 2010, le groupe Abri (cluster shelter), qui coordonne l'ensemble des agences humanitaires concernées, comptabilisait 19 200 abris transitionnels construits et 606 en cours de construction sur les 125 000 prévus. Ce retard s'explique par une série de contraintes :

■ **Pour tous les acteurs humanitaires**, c'est la première intervention de ce type dans un milieu si urbain et si complexe. Les difficultés sont mesurées au fur et à mesure.

■ **Un long travail d'enquête** et d'identification des propriétaires et locataires, au cas par cas, est nécessaire au préalable.

■ **Il faut négocier entre plusieurs parties** (Croix-Rouge française-Croix-Rouge haïtienne/propriétaire/locataire(s)/mairie) la signature d'un document qui attribue l'abri transitionnel au propriétaire d'une parcelle.

■ **L'approvisionnement est compliqué** sur l'île et beaucoup de matériaux,

comme le bois, doivent être importés. Cela passe par des procédures de dédouanement longues et complexes.

■ **À Port-au-Prince**, on rencontre des difficultés d'accès dans des zones très urbaines et enclavées, comme Delmas, où nous intervenons. Dans certains quartiers, les camions et tractopelles ne peuvent pas passer. Le travail s'effectue donc exclusivement à la main.

■ **En zone urbaine, l'espace manque.** Même déblayées, les parcelles n'offrent pas assez de place pour reloger tous les locataires d'un immeuble effondré...

■ **Depuis fin octobre, la menace de cyclones**, l'épidémie de choléra

et la dégradation du climat social en cette période d'élections, ralentissent considérablement le déroulement normal des programmes.

D'AUTRES SOLUTIONS EXPLORÉES

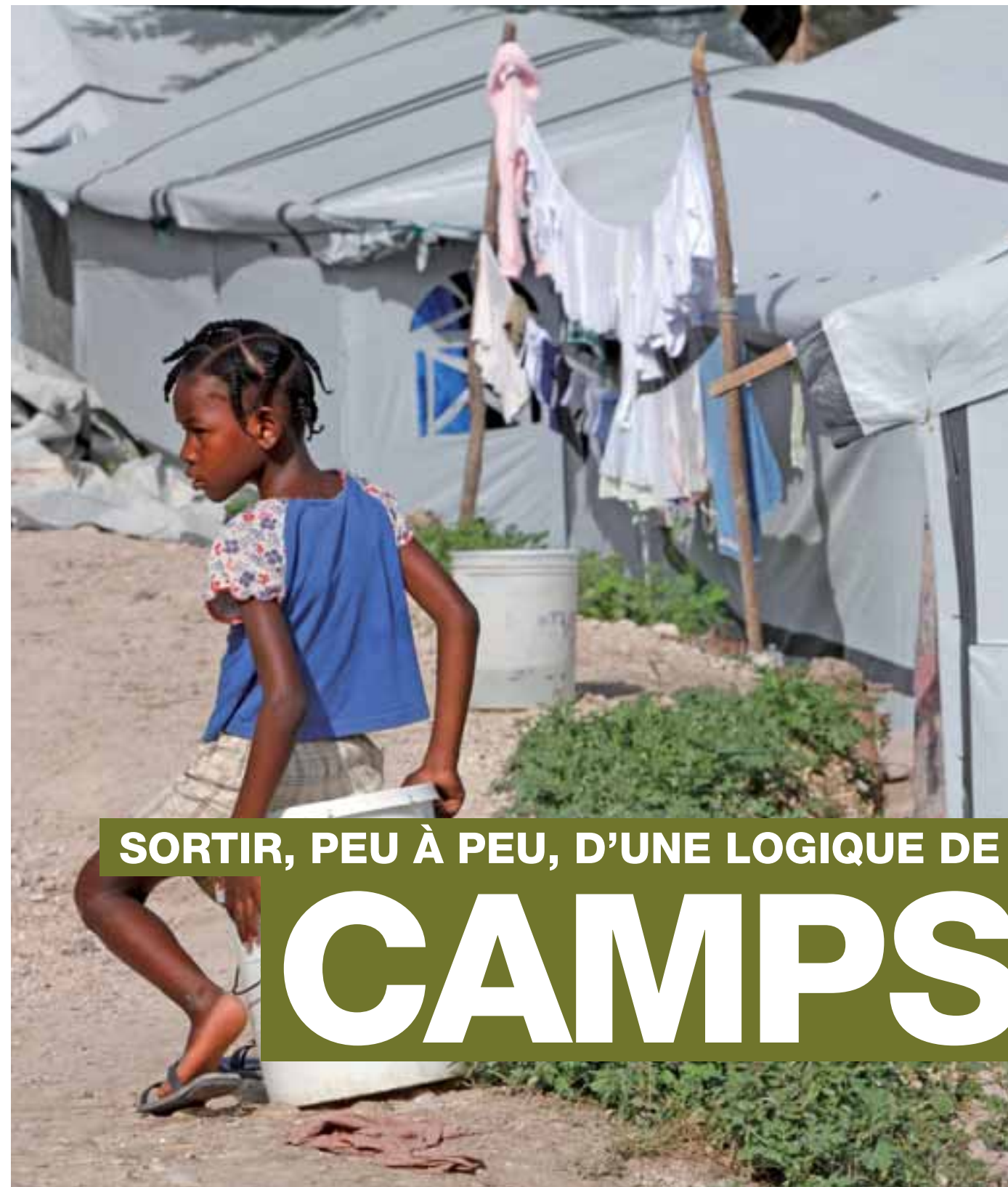
■ **La Croix-Rouge française teste actuellement** la contractualisation des travaux de déblaiement par des entreprises privées ; solution plus rapide et moins difficile qu'à bras d'hommes.

■ **La Croix-Rouge française souhaite s'engager dans la réhabilitation des maisons jaunes**, car la solution de l'abri transitionnel, seule, ne suffit pas. Cela représente un potentiel important de logements à Port-au-Prince.



« À Port-au-Prince, il est très difficile de trouver des terrains libres et sécurisés. Le milieu urbain est très dense, les accès limités, les terrains très pentus. Acheminer des centaines de kilos de matériels pour les abris relève parfois de l'exploit... »

XAVIER GÉNOT, DÉLÉGUÉ ABRI POUR LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE CROIX-ROUGE ET CROISSANT-ROUGE



SORTIR, PEU À PEU, D'UNE LOGIQUE DE
CAMPS

Plus d'un million de personnes vivent toujours sur des sites de rassemblement.

Si par nos actions, nous tentons de favoriser le retour des familles dans leur quartier d'origine, la problématique des camps ne peut être ignorée car elle va perdurer de longs mois. La Croix-Rouge française intervient dans 19 camps de Delmas et Port-au-Prince auprès de 60 000 personnes. Couvrir les besoins élémentaires reste indispensable : l'accès à l'eau et à des structures d'assainissement, ou encore la gestion des déchets, sont des enjeux importants ; de même que celui de rendre les communautés maîtresses de leur environnement.

Le camp « village Afca », au rythme de l'eau

Sur le bord de la rue Delmas 33, un panneau indique l'entrée du « village Afca ». Derrière un portail, on aperçoit sur les pentes du site les centaines d'abris en bâches plastiques, qui hébergent aujourd'hui près de 5 000 personnes.

Le « village Afca » a une histoire particulière. Avant le séisme, ce site avait une vocation sociale. Le terrain, qui appartenait à une œuvre de charité, abritait quelque 18 familles installées dans des logements sociaux. Il avait son école, son église, son centre de santé. Le 12 janvier, les habitants alentour sont venus se réfugier en masse sur cet espace arboré et sécurisé. À l'instar de la plupart des sites de rassemblement, la communauté d'Afca s'est auto-organisée, avec des représentants pour chacun des dix blocs du camp et des leaders décisionnaires. « Le comité central est là pour trancher les problèmes et trouver des solutions aux doléances des résidents », explique Alexis Feguens, membre de ce comité. « Dès les premiers jours, la Croix-Rouge française nous a soutenus. Elle nous a d'abord

apporté de l'eau potable, puis des bâches et des kits d'hygiène et de cuisine ».

L'eau est la principale activité du camp. Les femmes, les enfants et les hommes se relaient, bidons à la main, pour venir chercher l'eau – dont la qualité est strictement contrôlée – qui va servir à de multiples usages : se laver, rincer les légumes, faire la vaisselle, la lessive, ou comme eau de boisson. Une eau d'autant plus indispensable en cette période de choléra. La livraison d'eau potable dans les camps reste, en effet, une priorité pour prévenir la propagation de l'épidémie. Même si cette ressource n'est pas toujours utilisée pour l'eau de boisson, elle reste une alternative pour les plus vulnérables qui n'auraient pas les moyens de s'en acheter.

Deux fois par jour, un camion citerne vient remplir les réservoirs. Ce dispositif est amené à disparaître pour être remplacé par des structures pérennes. Une équipe de la Croix-Rouge française a entrepris des travaux de construction : « nous sommes en train de construire un réservoir en dur d'une capacité de 23 000 litres. Dans quelques jours, il sera fonctionnel et desservira l'ensemble du site. C'est la Fédération internationale de la Croix-Rouge qui va le remplir jusqu'à ce qu'il soit alimenté par le réseau d'eau de la ville, auquel il sera connecté », raconte Paul, chef de chantier.

Et l'eau ne va pas sans l'assainissement. À Afca, 40 latrines d'urgence, 28 latrines vidangeables et 47 douches ont été installées par nos volontaires. Après le passage du cyclone Tomas, 6 latrines en dur ont par ailleurs été construites au sein de l'école du site.

« Les douches et les latrines sont cadenassées et réparties par groupes de familles. Si on a besoin d'aller aux toilettes, on demande la clé aux personnes qui en sont responsables », explique Oskary Bellevue, membre du comité hygiène et assainissement. « Nous sommes 14 bénévoles formés par la Croix-Rouge française à entretenir les équipements, prévenir quand les latrines sont pleines et qu'il faut les faire vidanger, et à diffuser des consignes d'hygiène à la communauté. » L'entretien contribuera à la pérennisation de ces installations. Et chacun sait que la situation va perdurer...



« Les douches et les latrines sont cadenassées et réparties par groupes de familles. Si on a besoin d'aller aux toilettes, on demande la clé aux personnes qui en sont responsables »

OSKARY BELLEVUE, MEMBRE DU COMITÉ HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT



« Je n'ai pas d'autre endroit où aller »

Carice Désir vit à Afca avec sa femme et deux de ses enfants.

« Je louais l'étage d'une maison à cinq minutes d'ici, avec mon épouse et mes huit enfants. Mais le 12 janvier, la maison s'est effondrée. Je venais de payer mon loyer pour l'année 2010... Depuis, nous sommes ici. Nous avons été obligés d'envoyer six enfants en province chez leur grand-mère, car dans notre abri, nous n'avons pas assez de place. La vie est vraiment difficile. Je suis maçon et je n'ai pas de travail régulier. Je vais travailler une semaine puis passer deux mois sans trouver de client. Nous devons donc faire avec un petit budget, que nous gérons à la gourde prêt, pour manger, se soigner et envoyer un peu d'aide à la famille en province. Je n'ai pas les moyens de payer l'école à mes enfants. Mon rêve serait de louer un appartement, mais pour l'instant, je n'ai pas d'autre endroit où aller... »



La promotion de l'hygiène

« La participation communautaire est un gage de succès de nos activités »

Interview de **Najwa Beajoui**, déléguée Promotion de l'hygiène à Port-au-Prince



et d'assainissement composés de personnes vivant sur les sites. Ils sont à la fois les garants des équipements et nos relais au sein des communautés.

Les communautés participent-elles à vos actions ?

Bien sûr ! La participation communautaire est un gage de succès de nos activités. Si la population ne s'investit pas dans la gestion de son quotidien et de son environnement, ça ne peut pas marcher. Nous avons pris le parti de ne pas rémunérer les personnes : elles doivent s'organiser entre elles pour gérer ces équipements collectifs et se responsabiliser. De même, pour le nettoyage des sites, nous fournissons du matériel – brouettes, pelles, balais – mais nous ne sommes pas là pour faire « à la place de » ; nous sommes là en appui. Nous les aidons, par exemple, à organiser des

jours d'assainissement. Ce sont des moments festifs durant lesquels tout le monde participe au nettoyage du camp.

A quelles difficultés êtes-vous confrontés ?

Il est difficile de changer les mentalités, de convaincre les gens que ces équipements leur appartiennent et demandent de l'entretien. Cela demande de la persévérance et un gros travail de motivation. Sur certains sites, par exemple, les latrines ont été vandalisées, notamment à cause de l'odeur forte qui s'en dégageait ! De même, la gestion des déchets a toujours été très aléatoire, ici. Alors, après avoir installé des points de collecte et des bennes collectives, nos volontaires ont installé 100 poubelles fixes avec des sacs changeables sur tous les sites, et engagé une société pour la collecte. Pour l'instant, le système fonctionne plutôt bien !

Pourquoi est-il important de faire de la promotion de l'hygiène auprès des populations ?

Les conditions de grande précarité dans lesquelles vivent les gens des quartiers ont accru leur vulnérabilité. Dans les camps, surtout, où la promiscuité est un facteur aggravant. L'accès à l'eau et à des infrastructures d'assainissement (latrines et douches) ont permis de limiter la propagation de maladies. Et ce, grâce à l'information diffusée sur les principaux messages d'hygiène.

Comment procédez-vous ?

Notre équipe se compose de 14 personnes, pour la plupart des volontaires de la Croix-Rouge haïtienne, qui ont été formées sur les pratiques d'hygiène, sur l'eau, l'utilisation des latrines, la gestion des déchets, etc. Les équipes interviennent quotidiennement sur des zones déterminées. Réunions communautaires, travaux en groupe, porte-à-porte, journées ludiques, distribution d'affiches, de panneaux, de SMS, diffusion de messages radios ou via des camions avec sono... Nous utilisons tous ces médias pour faire passer les messages ! Dans les 19 camps dont nous avons la charge, nous avons aussi créé des comités d'hygiène



L'eau : privilégier les solutions durables

Depuis le 12 janvier 2010, les acteurs humanitaires approvisionnent gratuitement les populations en eau de qualité sur les sites de rassemblement. Ce dispositif a été nécessaire pendant la phase d'urgence, notamment pour prévenir les maladies d'origine hydrique dans les camps et soutenir une population en détresse. Il reste encore indispensable en cette période de choléra. Cependant, ce n'est pas une solution à long terme. L'approvisionnement pérenne des populations en eau a un coût et représente toute une économie. Peu à peu le système d'accès à l'eau de boisson s'est réorganisé à Port-au-Prince. L'accès à l'eau courante pour des usages quotidiens (lessive, toilette, etc.) reste en revanche très aléatoire, les installations ayant été très endommagées. L'approvisionnement gratuit va donc être maintenu jusqu'à la mise en place de solutions alternatives et durables, avec la Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement (Dinepa).

Parmi les solutions proposées :

■ Le raccordement des réservoirs d'eau au réseau de Port-au-Prince :

9 raccordements sont physiquement opérationnels et 7 demandes administratives sont en cours.

■ Le renforcement des équipements de stockage, de répartition et de distribution de l'eau :

Trois réservoirs permanents ont été construits dans les

camps. Ceci a fait l'objet d'un accord avec les propriétaires fonciers afin de garantir l'accès gratuit à l'eau sans discrimination, dans un premier temps, puis selon un tarif conventionné, dès que la connexion au réseau d'eau de la ville sera opérationnelle. Dans les quartiers, les réservoirs familiaux vont être réhabilités.

■ La construction de systèmes de collecte des eaux pluviales :

Toutes les latrines vidangeables des camps ont été équipées de ce système.

À Petit-Goâve : le lien entre l'urgence et le développement

Depuis le séisme, une relation de confiance s'est tissée avec les acteurs locaux de l'eau (Dinepa, Société nationale d'eau potable de Petit-Goâve (SNEP) et Unicef). En soutien au SNEP, la Croix-Rouge française a d'abord réparé une partie du réseau endommagé par le séisme, afin de rétablir l'accès à l'eau pour 40 000 personnes. L'expertise technique de la Fondation Veolia a permis d'évaluer en profondeur l'ensemble du réseau de la ville ; une étude sur laquelle la Dinepa s'est basée pour construire un projet à long terme de réhabilitation et d'extension du réseau. Cependant, certains quartiers populaires n'ayant toujours pas d'accès à l'eau, la Croix-Rouge française aide le SNEP à y remédier. Grâce à sa connaissance du terrain et à ce partenariat solide, la Croix-Rouge française est un acteur clé pour faire le lien entre les actions d'urgence et le futur développement du réseau.



À travers ses différents projets, la Croix-Rouge française tend à répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables. Cette action humanitaire durable passe notamment par le renforcement des structures existantes. Développer des capacités, des compétences, former le personnel, réhabiliter des bâtiments, mettre en place des modes de gestion sont autant de volets sur lesquels travaille la Croix-Rouge française avec ses partenaires locaux, Croix-Rouge haïtienne, associations, centres de santé, Direction sanitaire de l'Ouest... Ces structures seront alors mieux à même d'assurer leur rôle auprès de la population, de façon pérenne.

RENFORCEMENT

DES CAPACITÉS LOCALES

« Le renforcement de nos branches régionales et comités locaux, du réseau de volontaires jeunes, mais aussi de notre service ambulancier, sont autant d'actions remarquables qui ont permis une bonne collaboration depuis le 12 janvier 2010. »

DOCTEUR GUYEAU JEAN-PIERRE,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA CROIX-ROUGE HAÏTIENNE

Une de nos missions premières, renforcer la Croix-Rouge haïtienne



PP Avec les partenaires du mouvement Croix-Rouge et Croissant-Rouge, nous aidons la Croix-Rouge haïtienne à développer ses programmes et sa stratégie dans le pays, notamment sur le volet psychosocial/protection, sur la réduction des risques de catastrophes et le développement organisationnel. Sur ce dernier point, la Croix-Rouge française est chargée de développer le comité régional de l'Ouest de la Croix-Rouge haïtienne. Plus de 35 personnes travaillent sur ce volet renforcement.»

ANTOINE TERRIEN, COORDINATEUR RENFORCEMENT DES CAPACITÉS À LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE



PP La Croix-Rouge haïtienne a pris conscience qu'elle devait réajuster son mode de fonctionnement, adapter ses capacités. Elle a donc redéfini sa stratégie, qu'il faut maintenant mettre en œuvre. Ce n'est pas facile car, affaiblie par le séisme, elle doit à la fois répondre à des crises successives et se réformer. Nous sommes là pour la soutenir dans cette démarche.»

MARCEL FORTIER, CHEF DE DÉLÉGATION DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SOCIÉTÉS DE LA CROIX-ROUGE

PP Notre coopération avec la Croix-Rouge française est ancienne. Nous travaillons ensemble depuis plus de dix ans en Artibonite sur la préparation aux désastres ou l'eau et l'assainissement. Le renforcement de nos branches régionales et comités locaux, du réseau de volontaires jeunes, mais aussi de notre service ambulancier, sont autant d'actions remarquables qui ont permis une bonne collaboration depuis le 12 janvier. Aujourd'hui, la Croix-Rouge haïtienne se développe, avec l'appui de ses partenaires. Le pôle Réduction des risques est né, un mois après le séisme, de leçons que nous avons tirées de l'expérience. Par le passé, on a eu beaucoup de difficultés d'intervention et de problèmes logistiques, dans certaines régions, et nous avons décidé de repositionner des stocks de matériel en prévision de la saison cyclonique. Un centre de gestion des désastres est en cours de mise en place pour la zone Nord du pays, à Hinche. Nous sommes également en train de mettre en place un pôle psychosocial, tant à l'attention de nos volontaires que des bénéficiaires profondément traumatisés. Ce pôle n'existait pas auparavant, mais le besoin est important.»



DOCTEUR GUYTEAU JEAN-PIERRE, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA CROIX-ROUGE HAÏTIENNE

Le renforcement par la base...

Gérald Isaac, 21 ans, volontaire de la Croix-Rouge haïtienne depuis 2009. Etudiant en sciences juridiques et comptables, il est bénévole au comité local de Pétion-Ville.



« J'étais formé aux premiers secours mais c'est véritablement après le séisme que j'ai collaboré avec la Croix-Rouge haïtienne. Dès le 12 janvier, avec un petit groupe de volontaires, on a porté secours aux blessés. Après un mois et demi d'action en tant que secouriste, j'ai été sollicité pour faire de la sensibilisation auprès des communautés sur les risques de maladies dans les

camps de Delmas. J'ai été formé conjointement par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et la Croix-Rouge haïtienne. Ensuite, j'ai repris mes études... jusqu'à fin octobre. La Croix-Rouge française m'a contacté, me demandant si j'acceptais d'effectuer une mission sur la prévention du choléra. J'ai reçu une formation d'une semaine sur la pathologie, les différents modes

de prévention, sur le traitement, les bons comportements à avoir. Nous sommes ainsi 12 volontaires du comité de Pétion-Ville à avoir été formés. Nous intervenons dans 50 orphelinats de la capitale pour sensibiliser et informer les responsables et/ou les enfants. Ces formations successives m'ont permis d'acquérir de nouvelles compétences, notamment sur les techniques de communication.»

Soutien psychosocial et protection

Après le séisme, les observateurs ont beaucoup vanté la capacité de « résilience » des Haïtiens. C'est vrai, leur dignité et leur courage nous ont tous marqués. Mais ces qualités cachent souvent un traumatisme, profond et réel. Comme une empreinte sur tout un peuple.

Durant les mois qui ont suivi le séisme, les Croix-Rouge française et haïtienne ont développé ensemble des activités de soutien psychosocial, sous forme d'activités ludiques, destinées aux enfants et de groupes de parole pour les adultes (cf. p. 35). L'impact du tremblement de terre sur les liens sociaux, l'équilibre psychologique des populations et sur la violence est aggravé par les conditions de vie des personnes déplacées, et par la répétition des situations de crise depuis (choléra, tempête, cyclone, instabilité politique). Les besoins en soutien psychosocial et en protection des populations vulnérables, et particulièrement les femmes et les enfants, sont toujours aussi importants. La Croix-Rouge française soutient la Croix-Rouge haïtienne et elle aide, en plus, des associations et structures locales à développer des activités de soutien psychosocial.

À PORT-AU-PRINCE

Améliorer l'état psychosocial des plus vulnérables, c'est d'abord donner les moyens aux structures du pays d'oeuvrer sur cette problématique. Des travailleurs sociaux et des psychologues ont donc été recrutés dans quatre des centres de santé soutenus par la Croix-Rouge française pour apporter une aide individuelle ou collective aux patients et les référer vers les structures locales compétentes. Une attention particulière est portée sur les violences faites aux femmes et la protection des mineurs. Par ailleurs, la Croix-Rouge française a commencé à former quelque 210 volontaires de la Croix-Rouge haïtienne sur le soutien psychosocial de base et la protection. Nous appuyons aussi une association locale de Pétion-ville qui prend en charge les mineurs en situation d'isolement. En partenariat avec les Croix-Rouge haïtienne et canadienne, nous soutenons également l'association Haïti en Scène qui, depuis octobre 2010, met en place des activités artistiques auprès de 2 400 enfants dans une quinzaine de camps de la capitale (dont



Protéger les plus vulnérables, les enfants

Le séisme a entraîné une profonde déstructuration au sein de la société haïtienne. Le système de protection de l'enfance, déjà défaillant avant la catastrophe, est devenu pratiquement inexistant. Les principales problématiques à prendre en compte dans ce contexte sont les suivantes :

- **La dimension psychosociale** : Le développement psychologique et émotionnel de l'enfant peut être perturbé par la crise et ses effets négatifs ;
- **La sécurité physique** : les enfants peuvent être davantage victimes d'enlèvements, de disparitions. La Croix-Rouge française est d'ailleurs toujours mandatée pour encadrer le retour des enfants non accompagnés de Guadeloupe et Martinique, où ils avaient été accueillis durant la phase d'urgence.

six soutenus par la Croix-Rouge française). L'association a été choisie pour assurer le spectacle national pour la commémoration du 12 janvier.

À PETIT-GOÂVE

L'équipe Croix-Rouge française et Croix-Rouge haïtienne a lancé plusieurs activités visant à améliorer le réseau de prise en charge psychosociale. Des formations sur la protection et le soutien psychosocial, basées sur la communauté – aussi bien au niveau du comité local de la Croix-Rouge haïtienne que d'autres associations haïtiennes – sont organisées. La Croix-Rouge française soutient également un centre gériatrique et un centre pour les victimes de violences sexuelles. Elle coordonne par ailleurs la mise en place de cellules d'écoute communautaire dans la ville et à proximité des camps. Comme à Port-au-Prince, un travailleur psychosocial sera recruté dans chacun des trois centres de santé soutenus par la Croix-Rouge française.

PP Les gens, comme les maisons, se situent dans ces trois catégories : ceux qui sont morts, ceux qui sont gravement blessés et ceux qui sont profondément fissurés à l'intérieur, et qui ne le savent pas encore.

DANY LAFERRIÈRE, ÉCRIVAIN HAÏTIEN, AUTEUR DU LIVRE « TOUT BOUGE AUTOUR DE MOI », MÉMOIRE D'ENCRICHER, 2010.

Appuyer les centres de santé et donner un accès aux soins aux plus démunis

Suivant les recommandations du ministère de la Santé publique et des Populations et en coordination avec la Croix-Rouge haïtienne, la Croix-Rouge française travaille depuis plusieurs mois au renforcement des capacités de 11 centres de santé de premier échelon, dans l'objectif d'un retour à l'autonomie.



« Le centre de Snelak est situé dans une zone sensible de Port-au-Prince, qui avait autrefois mauvaise réputation, mais j'ai aujourd'hui la satisfaction de venir soigner les gens ici. S'il n'y avait pas de médecin, ce sont les plus vulnérables qui en paieraient les conséquences... Nous demandons une participation financière symbolique par consultation mais les médicaments, fournis par la Croix-Rouge, restent gratuits. Sans cela, les gens n'auraient pas les moyens de payer. »

DOCTEUR YOURI DREUX, DIRECTEUR MÉDICAL DU CENTRE DE SANTÉ DE SNEKAK, À PETITE DESCAYETTES (87 000 HABITANTS), RECRUTÉ GRÂCE AU SOUTIEN DE LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE, EN JUILLET 2010.

PP Nous travaillons sur le volet organisationnel des structures de santé de premier échelon haïtiennes, comme la gestion, la formation et la motivation du personnel.

Nous réhabilitons également les bâtiments des centres endommagés par le séisme, en aménageant des facilités d'assainissement et de gestion des déchets médicaux. Si besoin, nous les approvisionnons en médicaments et en intrants pharmaceutiques. Lors des évaluations, nous avons constaté une grande démotivation du personnel et des problèmes de recouvrement de coûts puisque les médicaments sont gratuits depuis le 12 janvier. Nous avons mené des enquêtes dans chaque centre mais aussi auprès des communautés concernées pour faire un diagnostic de la situation, identifier les forces et faiblesses du système. Nous avons interrogé les personnels pour connaître leur quotidien, leurs relations avec les patients, leur direction.

En effet, les centres que l'on soutient sont situés dans des zones démunies voire extrêmement démunies, où les problèmes de sécurité découragent souvent le personnel. De plus, de nombreux usagers n'ont pas les moyens de payer, il faut donc également envisager de créer un fonds social dans les centres, afin qu'ils puissent tout de même avoir accès aux soins. »

CHANTAL CALVEL, COORDINATRICE MÉDICALE POUR LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE

Nos actions santé en chiffres

- Equipe Croix-Rouge française : 3 à 4 expatriés, 12 employés nationaux
- 8 centres de santé de premier échelon renforcés en zone métropolitaine de Port-au-Prince
- 3 centres de santé renforcés à Petit-Goâve
- 750 patients par mois en moyenne dans chaque centre

Partenaires des projets santé

- Croix-Rouge haïtienne
- Bureaux communaux
- Direction sanitaire de l'Ouest
- Centres de santé
- La Fondation Architectes de l'Urgence.

PP Le paquet minimum de services (PMS) a été mis en place par le ministère de la Santé publique et des Populations bien avant le séisme.

Les problèmes sanitaires du pays sont connus, identifiés et inclus dans la politique de santé. Le PMS, qui oriente l'action des institutions haïtiennes de santé, recense les programmes prioritaires (santé maternelle et infantile, Sida, nutrition, malaria, planification familiale...) et les modalités d'intervention. Il était et doit redevenir un guide pour toutes les structures. Le 12 janvier 2010, le séisme a tout bouleversé. L'afflux de l'aide humanitaire, dans un premier temps, n'était pas contrôlé comme il se doit. A terme, l'offre de soins gratuits risquait de déséquilibrer le système. Aujourd'hui, on essaie de coordonner l'action de tous les acteurs [...] afin de retourner progressivement à la situation antérieure. Nous devons définir de nouvelles stratégies d'intervention auprès des communautés sur les sites d'hébergement. Le renforcement des capacités des structures haïtiennes est essentiel. »

HANS LEGAGNEUR, DIRECTEUR SANITAIRE DE L'OUEST
(Propos recueillis en mai 2010)

La Croix-Rouge française s'est engagée à réhabiliter une partie des bâtiments de l'hôpital Ofatma, à Cité militaire, pour permettre de rouvrir son unité de physiothérapie destinée notamment à la rééducation des personnes amputées. Par ailleurs, la réhabilitation des locaux de la Direction sanitaire de l'Ouest (DSO), à Port-au-Prince, est en cours. Cet organe déconcentré du ministère de la Santé et des Populations (MSPP) est en charge d'appliquer et de faire respecter la politique de santé du gouvernement et gère les structures de santé des 19 communes du département.

La préparation aux catastrophes: 50 000 personnes initiées aux risques

Haïti est une zone très exposée aux phénomènes naturels. Les cyclones, ouragans, tempêtes tropicales, pluies torrentielles, inondations... affectent très régulièrement le pays. A ces aléas climatiques s'ajoutent des facteurs aggravants liés à l'environnement (érosion des sols, déforestation, mauvaise gestion des déchets...) et aux difficultés économiques et sociales du pays. Comment préparer la population à faire face à ces risques et à se protéger ? Par des moyens très simples... La préparation aux désastres est l'un des trois piliers de la stratégie de la Croix-Rouge en Haïti. Nous intervenons en partenariat avec la Croix-Rouge haïtienne, dont nous formons les volontaires.

« Les gens connaissent les bons comportements à adopter... mais pas sous une tente... »



Interview de **Maryse Vercoutère**, coordinatrice du projet de « Réduction des risques de catastrophes et Formation aux premiers secours »

cyclone, d'inondation ou incendie. Ces journées sont toujours organisées dans une ambiance ludique et festive. Nous distribuons aux participants des pochettes pour protéger de l'eau les papiers importants, ainsi que des fiches conseils. Enfin, notre travail consiste à réaliser des travaux de mitigation - autrement dit visant à prévenir ou à réduire l'impact d'une catastrophe - comme, par exemple, creuser des canaux de drainage des eaux de pluie, pour éviter les inondations. Nous distribuons évidemment le matériel nécessaire aux comités pour l'entretien des canaux.

A quelles difficultés êtes-vous confrontés ?

L'un des conseils que l'on donne toujours est de se mettre à l'abri dans un bâtiment en dur, en cas de menace de cyclone, par exemple.

Naturellement, ici, vu les dégâts occasionnés par le séisme du 12 janvier 2010, il n'y a plus assez de lieux où se réfugier... Par ailleurs, beaucoup de gens, traumatisés, ont toujours peur de s'abriter dans des bâtiments en dur...

La population intègre-t-elle nos messages ?

On s'est rendu compte que la population connaissait les bons réflexes à avoir, mais pas sous une tente... Ce projet, initialement prévu sur six mois, va être étendu. D'une part afin de pouvoir toucher l'ensemble des 19 camps de Delmas et Port-au-Prince que nous couvrons et les quartiers alentour. Nous avons d'ailleurs commencé les sensibilisations dans le quartier de Delmas 9. De plus, nous avons récemment terminé les formations aux premiers secours de l'ensemble de nos comités.

Nos actions en chiffres (novembre 2010)

- 9 volontaires de la Croix-Rouge haïtienne travaillent sur ce projet
- 13 camps soutenus par la Croix-Rouge française ont bénéficié du projet
- 50 000 bénéficiaires directs
- 13 journées de sensibilisation ont été réalisées par les comités de vigilance des camps soit environ 12 000 personnes touchées en considérant qu'un tiers des bénéficiaires participent à ces journées.
- 36 Comités de vigilance formés aux risques soit 180 personnes.
- 72 membres des comités de vigilance formés aux premiers secours
- 11 camps disposent d'un système d'alerte opérationnel.
- 12 000 fiches réflexes et pochettes plastiques distribuées pour protéger les papiers importants pour chaque famille.
- 12 camps ont été équipés de matériel de mitigation (brouettes, pelles, pioches, bottes, gants, imperméables, seau...).
- 4 camps ont bénéficié de travaux de mitigation via le système de cash for work.

En quoi consiste ce projet, concrètement ?

Prenons l'exemple de nos actions dans les camps, à Port-au-Prince. Notre projet se compose de quatre volets : premièrement, nous avons créé des comités de vigilance dans chaque camp et formé des volontaires communautaires à la réduction des risques de catastrophes et aux premiers secours. Deuxièmement, nous avons mis en place un système d'alerte précoce, avec distribution de matériel spécifique à ces comités : des drapeaux de couleur différentes selon le degré d'urgence, des sifflets, des mégaphones, etc., afin d'avertir la population en cas de catastrophe. Troisièmement, nous réalisons régulièrement des journées de sensibilisation aux risques, durant lesquelles nous faisons passer les messages de prévention en cas de tremblement de terre, de

LE 5 NOVEMBRE 2010, le cyclone Tomas passe à proximité d'Haïti...

REPORTAGE Tomas a fait 21 victimes. En Artibonite, ce cyclone a causé d'importantes inondations, endommageant les cultures et favorisant la propagation de l'épidémie de choléra qui sévit dans la région. Mais les dégâts causés auraient pu être bien pires. Port-au-Prince a été peu touché, à l'image du camp Bonnefil où la Croix-Rouge française a mené des activités de préparation aux catastrophes.

4 novembre 2010. Sur le camp Maurice Bonnefil de Cité Militaire, qui rassemble près de 8000 personnes, quatre drapeaux rouges flottent au gré du vent. Ce système de signalisation tricolore (vert, jaune, rouge) instauré dans tous les camps et quartiers couverts par la Croix-Rouge haïtienne/Croix-Rouge française, indique le niveau d'alerte aux populations. Le vert signifie vigilance, le jaune, préparation, et le rouge, alerte maximum et mise à l'abri.



L'inquiétude est palpable : « Je ne sais pas où aller », s'inquiète une mère de famille. « Vous avez de la famille ou des amis qui ont une maison ? Alors, demandez-leur de vous accueillir durant la tempête. Même si c'est en province, rejoignez-les dès à présent », explique Johnny, volontaire Croix-Rouge.



Six comités de vigilance de cinq personnes ont été créés au sein de la communauté. Ces bénévoles ont été formés pendant dix jours à la préparation aux catastrophes : « nous avons d'abord fait une cartographie du site, en évaluant les principaux risques qui planent en cas de tempête, d'inondations. Ici, nous avons identifié une zone particulièrement inondable, des risques d'éboulement de bâtiments alentour qui surplombent cette grande carrière et, bien sûr, le sol qui va sans doute se transformer en boue à cause des fortes pluies », explique Enock Revulus, chef de projet Croix-Rouge française.



Les bons comportements à adopter sont affichés sous forme de bandes dessinées dans le camp. Par ailleurs, des pochettes plastiques ont été distribuées aux familles pour protéger les papiers importants.



Neuf volontaires Croix-Rouge encadrent les membres des comités de vigilance et sillonnent les 19 camps soutenus par les Croix-Rouge française et haïtienne. Ils signalent l'alerte par deux coups de sifflets courts et clament dans leurs mégaphones : « Un cyclone arrive. Il faut se protéger et se préparer à quitter les tentes ! »...



L'épidémie de choléra qui frappe Haïti depuis le 19 octobre dernier,

ne montre aucun signe de ralentissement. Depuis son apparition, la maladie a fait plus de 3 300 morts, selon le ministère de la Santé haïtien (au 31 décembre 2010). Déjà près de 150 000 cas ont été recensés et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), branche de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), redoute quelque 400 000 cas au cours des douze prochains mois, avec une intensification dans les semaines qui viennent. Cette crise majeure est sans aucun doute favorisée par la grande vulnérabilité des populations sinistrées. Depuis le 21 octobre, la Croix-Rouge française participe aux actions de lutte contre l'épidémie, aux côtés de la Croix-Rouge haïtienne.

« Le choléra a disparu d'Haïti depuis plus d'un siècle, le personnel n'est absolument pas formé, ni sur le plan médical, ni sur les mesures sanitaires draconiennes à prendre. »

GÉRARD POUJOL, DÉLÉGUÉ EAU ET ASSAINISSEMENT, EXPERT CHOLÉRA.

CHOLÉRA

UNE NOUVELLE URGENCE SANITAIRE

Traiter et prévenir le choléra : une course contre la montre

Dès l'apparition des premiers cas de choléra, le 19 octobre dernier, la Croix-Rouge française s'est mobilisée aux côtés de la Croix-Rouge haïtienne. Pour répondre à cette nouvelle crise, sans freiner les actions liées au séisme, il a fallu renforcer les effectifs (portés à 35 expatriés et 360 collaborateurs) qui fournissent un énorme travail de proximité et de prévention auprès des populations et au cœur même des structures de santé haïtiennes. L'hygiène et la désinfection sont les armes principales pour empêcher la propagation de l'épidémie.

■ **Dans la zone métropolitaine de la capitale**, la Croix-Rouge française prévoit de soutenir 32 centres de santé via l'installation d'unités de traitement du choléra (UTC) et/ou la formation du personnel. Aujourd'hui, 16 UTC fonctionnent. En cas de nouveaux pics d'épidémie, le personnel haïtien ayant été formé sera en mesure de prendre en charge des patients et de gérer la crise de façon autonome. Cette action s'inscrit donc pleinement dans notre stratégie de renforcement des capacités locales.

Selon les recommandations du ministère de la Santé et des Populations (MSPP), chaque centre de santé de premier échelon doit disposer d'une unité de traitement du choléra. Ces espaces, aménagés et sécurisés, sont dédiés à l'accueil des patients présentant les symptômes du choléra. Des sels de réhydratation orale ou du sérum par voie intraveineuse leur sont administrés. Les cas les plus graves sont transférés vers les centres de traitement du choléra, des structures spécialisées, ouvertes 24 heures sur 24.

■ **Dans 19 camps et 6 quartiers de Port-au-Prince et Delmas** - où nos volontaires sont présents au quotidien depuis le séisme - nos équipes spécialisées dans l'assainissement et la promotion à l'hygiène assurent les opérations de désinfection et de sensibilisation. Familles, écoliers, habitants des camps et quartiers, ont été sensibilisés sur le choléra. Tous les camps ont été pourvus de fûts d'eau chlorée pour le lavage des mains, et les comités d'eau et assainissement de chaque site ont été formés à la gestion de ces équipements. Les latrines sont soumises à des désinfections régulières par



des volontaires recrutés dans les communautés. Des postes de réhydratation orale, gérés par les communautés elles-mêmes, ont également été installés. La Croix-Rouge française mène des actions similaires dans 52 orphelinats de Port-au-Prince.

■ **À Petit-Goâve**, aux côtés de la Croix-Rouge haïtienne et de 11 associations locales partenaires, nos volontaires assurent des formations sur le choléra et les règles d'hygiène. 25 superviseurs ont ainsi été formés et ont pu, avec l'appui de nombreux volontaires, sensibiliser environ 7 200 personnes. Comme dans la capitale, la Croix-Rouge française a installé des unités de traitement

« Nous avons mobilisé notre parc ambulancier et conditionné une vingtaine de véhicules. Nous avons recruté 6 médecins et 30 infirmières, qui font des rotations 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. L'idée est d'avoir une petite structure mobile semi-médicalisée, avec du personnel en mesure de perfuser les malades si nécessaire, le temps d'accéder à un centre de traitement du choléra. En moyenne, 20 à 50 personnes sont transportées chaque jour. »

DOCTEUR GUYEAU JEAN-PIERRE, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA CROIX-ROUGE HAÏTIENNE.



du choléra dans les 3 centres de santé qu'elle soutient depuis le séisme.

■ **Dans la région rurale du Bas Artibonite**, point de départ de l'épidémie, la Croix-Rouge française est l'un des acteurs les plus importants de la réponse au choléra. La branche régionale de la Croix-Rouge haïtienne dispose d'un vivier de volontaires, formés par nos soins sur les messages de promotion de l'hygiène et la désinfection. Depuis le début de la crise, les opérations de sensibilisation de la population sont menées jusque dans les zones les plus reculées du département. Les maisons des malades et du voisinage, de nombreuses écoles et lieux communautaires, ont ainsi été désinfectés par les équipes de la Croix-Rouge. Les personnes atteintes ou en contact avec des malades (familles, écoliers, personnel de santé, etc.) sont également désinfectées par pulvérisation. En outre, les volontaires distribuent des tablettes de purification d'eau et des sels de réhydratation orale aux familles. Enfin, la Croix-Rouge française approvisionne en eau de qualité trois centres de santé locaux, ainsi que deux centres de traitement du choléra, à Saint-Marc et Petite Rivière.

Complémentarité d'actions au sein du Mouvement Croix-Rouge et Croissant-Rouge

- La Fédération Internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a diffusé massivement des messages de prévention à la population via les ondes radio et plus de 4 millions de SMS.
- La Croix-Rouge haïtienne, en première ligne sur le volet sensibilisation des populations, assure également le transport des malades.

Nos actions en chiffres (à fin décembre 2010)

Santé

- Installation d'unités de traitement du choléra et/ou formation du personnel dans 32 centres de santé de premier échelon de la zone métropolitaine de Port-au-Prince et dans 3 centres de Petit-Goâve.
- Soutien aux centres de traitement du choléra de Gheskio, structure publique haïtienne, à Port-au-Prince.
- À travers tout le pays, formation de **375 personnes**, tant sur le volet médical que sur l'hygiène, dont :
 - **250 personnes** formées au sein des institutions de santé.
 - **55 personnes** formées dans diverses directions départementales sanitaires.
 - **70 personnes** formées dans des ONG locales.



- Installation d'une cellule opérationnelle à la Direction Sanitaire de l'Ouest pour le recensement des cas et le suivi.
- En partenariat avec le ministère de la Santé publique et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) : établissement des stratégies et protocoles d'intervention sur le choléra.

Promotion de l'hygiène

- À Port-au-Prince : **70 000 personnes sensibilisées.**
- Sensibilisations dans **52 orphelinats à Port-au-Prince.**
- En Artibonite : **75 000 personnes sensibilisées.**
- À Petit-Goâve : **7 200 personnes sensibilisées.**



Eau et Assainissement

À PORT-AU-PRINCE

- **116 fûts d'eau chlorée (200 litres)** installés dans les 19 camps et quartiers des alentours à Port-au-Prince.
- Recrutement de personnes pour gérer les fûts d'eau et la désinfection des latrines.
- Distributions de chlore, javel, savon, seaux, équipement de nettoyage, équipements de protection, pulvérisateurs, sels de réhydratation orale, tablettes de purification d'eau.
- Installation de **6 postes de réhydratation orale** dans les camps.

DANS LE BAS-ARTIBONITE

- Formation de **300 volontaires** de la branche régionale de la Croix-Rouge haïtienne sur les messages de promotion de l'hygiène « choléra » et la désinfection.
- **75 000 personnes sensibilisées.**
- **11 000 désinfections** (maisons et lieux publics).
- Installation de réservoirs et approvisionnement en eau potable par camion de **5 structures de santé**



et de centres de traitement du choléra et distributions aux populations sur les 6 communes. Au 6 décembre, **585 000 gallons d'eau** au total (soit 2 214 400 litres) avaient été distribués.

- Distribution massive de pastilles de potabilisation (environ 138 000).



REPORTAGE

Premier poste de réhydratation orale au camp Maurice Bonnefil

Dans les camps et les quartiers de Port-au-Prince, les autorités sanitaires encouragent la mise en place de postes de réhydratation orale (PRO) par les acteurs humanitaires, ainsi que l'orientation des patients vers le centre de santé ou le centre de traitement du choléra le plus proche. Ainsi, depuis le 30 octobre, une nouvelle tente se dresse au-dessus du camp Maurice Bonnefil, à Cité militaire. Le poste de réhydratation orale est géré par des volontaires de la communauté, formés par nos équipes de promotion de l'hygiène.

Le choléra est une infection intestinale aiguë due à une bactérie, *Vibrio cholerae*. L'incubation va de moins d'un jour à cinq jours et la maladie entraîne une diarrhée aqueuse qui peut rapidement provoquer une déshydratation grave et entraîner la mort. La réhydratation est le principal traitement du choléra.

« Je suis fier de faire cela pour ma communauté. On est encadrés par la Croix-Rouge, alors ça va », sourit Claude, désormais membre du petit pôle communautaire chargé de prendre en charge les éventuels cas de choléra sur le camp. Cette apparente décontraction n'enlève rien au poids de la responsabilité qui pèse sur ses épaules. Claude, Chrisla, Alvina, Medor, Geannot et Honorat, ont été choisis par les équipes de la Croix-Rouge française et de la Croix-Rouge haïtienne

au sein du comité central du camp et du comité hygiène et assainissement, créés après le séisme. « Nous allons nous relayer tous les jours par équipes de 4. Nous trois (designant Médor et Claude), on s'occupe de la désinfection. La Croix-Rouge nous a appris à préparer des solutions chlorées pour pulvériser les tentes hébergeant des malades », explique Honorat. Les 5 volontaires ont été formés la veille par Nirva et Sylienne, membres de la Croix-Rouge

haïtienne, sur les bonnes pratiques d'hygiène, la diffusion des messages auprès de la population du camp et la désinfection. Les deux infirmières rentrent tout juste de l'Artibonite où, durant un mois, elles ont formé les membres de la Société nationale et mené des campagnes de sensibilisation et de pulvérisation dans les endroits les plus reculés. Les équipements nécessaires ont été amenés sur le site : matériel de protection pour les pulvérisateurs, chaises, dépliants, chlore, seaux, cuillères doseurs, etc. Une réunion communautaire a été planifiée pour présenter la mission de la nouvelle équipe aux habitants du camp. Installé sous la tente du poste de réhydratation orale (PRO), Pierre, médecin de la Croix-Rouge française, forme les 5 volontaires sur la pathologie et les bons comportements à adopter face au choléra. Il s'agit d'abord de dédramatiser la situation : « Ce n'est pas

« Je suis fier de faire cela pour ma communauté. On est encadrés par la Croix-Rouge, alors ça va. »

CLAUDE, HABITANT DU CAMP MAURICE BONNEFIL

parce que vous touchez une personne atteinte de la maladie que vous allez être contaminés. La contamination s'effectue seulement si vous portez vos mains ou des aliments souillés à la bouche », explique-t-il. Puis d'expliquer comment se prépare une solution à base de sels de réhydratation orale, de répondre aux questions des « gardiens » communautaires. « Le problème, c'est que les gens ont honte, souvent. L'autre jour, une dame malade s'est cachée sous sa tente, puis elle est partie seule en bus pour aller se faire soigner... »,

témoigne Claude. « C'est à vous d'aller vers les gens, de détecter les personnes malades ou les cas suspects. Il faut vous faire connaître, que les gens sachent que vous êtes là pour eux », rajoute Najwa, déléguée Promotion de l'hygiène de la Croix-Rouge française. « L'idée est d'autonomiser les communautés, car nos équipes ne peuvent pas intervenir partout à tout moment. Nous aménageons en priorité les sites où des cas de choléra se sont déclarés. Et nous ferons notre possible pour installer des PRO dans le maximum de camps, lorsque l'espace le permet », explique Najwa. Les semaines à venir seront encore tendues. Il est donc primordial que les communautés, comme ici, à Bonnefil, soient en mesure de réagir de façon adaptée et autonome face à un cas de choléra.

REPORTAGE DE LAETITIA MARTIN, LE 30 NOVEMBRE 2010

Retrouvez tous nos articles et vidéos sur l'épidémie de choléra sur notre site Internet <http://www.croix-rouge.fr/Actualite/Cholera-en-Haiti>



DE L'URGENCE À LA RELÈVE :

Retour sur les six premiers mois d'actions

___ Rappelons-nous le bilan du séisme : 222 570 morts, plus de 310 000 blessés et 1,3 million de personnes sans abri, dispersées sur plus de 1 300 sites de rassemblements... Autrement dit, les besoins sont colossaux et les défis logistiques inédits. Malgré tout, en quelques mois, la totalité de la population affectée a reçu une aide de première urgence à Port-au-Prince, selon l'office de coordination de l'aide humanitaire (Ocha, mai 2010). Il s'agit d'abord de sauver des vies et de mettre les personnes à l'abri. La Croix-Rouge française opte dès le début pour une approche dite « intégrée » qui prend en compte les différentes vulnérabilités des populations sur des zones déterminées, que ce soit en termes de santé, d'abri, d'articles de première nécessité, d'eau, d'hygiène ou d'assainissement. C'est seulement après avoir couvert les besoins vitaux des sinistrés que nous sommes entrés en phase de relève, avec pour objectif d'aider les gens à rentrer chez eux.

Dès le 12 janvier 2010, la mécanique de l'urgence se met en marche. La Croix-Rouge française va mobiliser toutes ses capacités humaines et matérielles. La cellule de coordination opérationnelle, basée au siège de la Croix-Rouge française, à Paris, va, durant sept semaines d'affilée et sept jours sur sept, assurer la mobilisation, l'organisation et la coordination des secours. Un rôle central. Elle réunit tous les acteurs opérationnels et décisionnaires de l'association concernés par l'opération Haïti. Autour du directeur de l'opération, Antoine Petibon, se retrouvent chaque jour – voire plusieurs fois par jour – les représentants des ressources humaines, des équipiers de réponse aux urgences (ERU), des achats et de la logistique, des pôles géographiques impliqués. Pendant la phase de première urgence, le président de la Croix-Rouge française et le directeur général sont présents également.

Le plus difficile est d'acheminer les moyens humains et matériels sur place. La tour de contrôle de l'aéroport de Port-au-Prince ne fonctionne plus et, durant 48 heures, la régulation aérienne est interrompue. Puis, l'armée américaine prend le contrôle, mais le trafic aérien est saturé. Autre difficulté, le décalage horaire : 6 heures entre la France et Haïti, autrement dit, nous avons toujours un temps d'avance sur les évaluations en provenance des équipes terrain et il est difficile d'anticiper. Au regard de toutes ces contraintes, notre réponse a cependant été très rapide et efficace : cinq équipes de réponse aux urgences humanitaires (ERU) seront mobilisées, en rotation. Sur le terrain, la Croix-Rouge française travaille en coopération bilatérale continue avec la Croix-Rouge haïtienne. Elle opère également en mode multilatéral, sous la coordination de la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR).

TROIS NIVEAUX D'ORGANISATION

La réponse est organisée à trois niveaux : en Haïti, où des stocks de matériel sont pré-positionnés, en métropole et dans la zone Amériques-Caraïbes, via la plateforme d'intervention régionale (PIRAC), basée en Guadeloupe. Il faut mobiliser dans le même temps tous les équipiers de réponse aux urgences (ERU) prêts à partir, faire l'état des lieux des stocks de matériels correspondant aux besoins immédiats (kits pour l'installation de stations d'eau, tentes, bâches plastiques, jerrycans, kits hygiène, kits cuisine), trouver des avions en partance pour Haïti. Le responsable logistique assure la coordination entre fournisseurs, transporteurs, et la Fédération internationale qui coordonne la réponse à la crise.

Nos actions en chiffres

■ **Cinq équipes** de réponses aux urgences humanitaires (ERU) seront mobilisées, en rotation, soit 93 équipiers (santé, eau et assainissement, logistique), et **150 tonnes de matériels** de secours acheminés durant cette phase d'urgence.



RAPATRIEMENTS ET RÉTABLISSEMENT DES LIENS FAMILIAUX

En France métropolitaine et en Guadeloupe, la Croix-Rouge française a participé à l'accueil des ressortissants français et des évacués sanitaires haïtiens. Au total, 1 917 personnes ont été rapatriées sur 47 vols, et plus de 900 bénévoles mobilisés sur ce dispositif. Nous avons également soutenu l'Etat français dans la mise en place d'une cellule d'accueil des parents adoptant des enfants haïtiens à Pointe-à-Pitre et nous sommes assurés que les enfants évacués sanitaires haïtiens retrouvaient leur famille dans de bonnes conditions, en lien avec le Comité International de la Croix-Rouge (CICR). 340 appels téléphoniques et courriers ont été reçus, 111 dossiers de rétablissement des liens familiaux ouverts.



DISTRIBUTION D'ABRIS ET DE PRODUITS DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ

La Croix-Rouge française a distribué plus de 2 000 tentes et 11 000 bâches en plastique aux personnes sans abri à Port-au-Prince et Léogâne. Par ailleurs, des produits de première nécessité (bâches en plastique, couvertures, kits cuisine, kits hygiène, jerricans, bois) ont été remis à environ 35 000 familles (5 000 familles par la Croix-Rouge française, 30 000 en collaboration avec la Fédération et d'autres sociétés nationales Croix-Rouge).



EAU ET ASSAINISSEMENT

La Croix-Rouge française est devenue, très vite, l'un des principaux fournisseurs d'eau potable sur les sites de rassemblement, à Port-au-Prince. Des réservoirs et des rampes de distribution d'eau ont été installés sur 66 sites, permettant d'approvisionner environ 180 000 personnes chaque jour. En moyenne, 900 m³ d'eau ont été distribués quotidiennement par camions citernes. La Croix-Rouge française s'est peu à peu désengagée, passant le relais à la Fédération internationale et à des ONG, pour se concentrer sur 19 sites, conformément à sa stratégie d'approche quartier. Dans le même temps, des équipes d'ingénieurs entament la réhabilitation du réseau d'eau public à Port-au-Prince et à Petit-Goâve, en soutien de la Fédération internationale. En plus de l'eau potable, la Croix-Rouge française a installé sur 24 sites des structures d'hygiène et d'assainissement. Ainsi, 704

latrines et 750 douches ont été construites en cinq mois dans les communes de Delmas et Cité Militaire. Progressivement, ces installations ont été consolidées pour faire face aux intempéries. Ensuite, des latrines surélevées et vidangeables, ont été mises en place et les sols drainés. Des comités d'hygiène et d'assainissement, composés de bénévoles de la communauté, ont été formés sur chaque site. Leur rôle : relayer les messages auprès de la population sur les bonnes pratiques d'hygiène et l'entretien des ouvrages.

De plus, un système de collecte, de stockage et de ramassage des déchets – y compris les déchets médicaux des centres de santé) a été



développé en partenariat avec les autorités locales. Sur chacun des 19 camps, avec la participation des comités, des journées de sensibilisation à l'hygiène et à l'assainissement ont été organisées, afin d'initier les personnes au nettoyage des sites et d'impulser un effort communautaire régulier.



SANTÉ

Dans les premières semaines qui ont suivi le séisme, deux dispensaires ont été déployés dans la capitale, à Pétienville et Delmas 19. Deux équipes médicales haïennes (médecins, infirmières, personnes ayant des qualifications médicales ou de premiers secours), supervisées par un médecin délégué Croix-Rouge française, ont prodigué des soins de santé primaire aux victimes : d'abord des blessures lourdes, puis des pathologies plus ordinaires, liées à la promiscuité dans les camps et aux conditions sanitaires (diarrhées, maladies de peau, infection respiratoires, etc.). Entre 100 et 200 patients sont venus consulter chaque jour, soit un total de 20 000 consultations effectuées.

Jusqu'en mai, 2 à 3 cliniques mobiles par jour, gérées par des équipes de réponse aux urgences (ERU) de la Croix-Rouge française et coordonnées par la Fédération internationale, se sont rendues sur une vingtaine de sites, dans et autour de Port-au-Prince, pour apporter des soins de santé primaire à l'ensemble de la population. Plus de 30 000 consultations ont été effectuées. Ces mêmes ERU ont joué un rôle de premier plan dans la campagne de vaccination nationale décidée par le gouvernement haïtien. 152 000 personnes ont été vaccinées contre la rougeole et le tétanos, selon un plan de vaccination établi par le ministère haïtien de la Santé.

SOUTIEN PSYCHOSOCIAL

Adossées aux deux dispensaires, des activités quotidiennes de soutien psychosocial, destinées aux enfants, en priorité, ont été menées par des volontaires de la Croix-Rouge haïtienne, formés par nos délégués. Environ 500 enfants ont pu bénéficier de ce programme chaque jour pendant quatre mois. L'activité de soutien psychologique a ensuite été étendue aux centres de santé que nous soutenons.





MERCI

Nous remercions vivement les donateurs qui, grâce à leur générosité, nous ont permis de répondre aux besoins immédiats du peuple haïtien, en janvier 2010, et nous permettent aujourd'hui de nous engager dans des programmes de relèvement. L'ensemble des dons collectés s'élève à plus de 17,6 millions d'euros, grâce à vous : particuliers, entreprises, fondations, partenaires et collectivités locales.



Les entreprises, fondations et collectivités locales françaises à nos côtés

Les entreprises et fondations ont été nombreuses à nous soutenir par des dons financiers, en nature ou en compétence, par l'organisation de collectes auprès de leurs salariés ou clients (avec ou sans abondement), en relayant nos appels à dons auprès de toutes leurs parties prenantes, ainsi que par des opérations de produits partagés ou encore par l'organisation d'événements.

NOTRE ENGAGEMENT FINANCIER EN HAÏTI

La Croix-Rouge française a déterminé un plan d'action prévisionnel sur la période 2010-2012. Plus de 9,2 millions* d'euros auront été utilisés au cours des 12 premiers mois suivant le séisme. Ce plan devrait mobiliser l'essentiel des ressources collectées au 31 décembre 2010 (25,3 millions d'euros) à destination des personnes affectées en Haïti. La recherche de fonds institutionnels se poursuit afin de pouvoir construire une réponse plus durable encore. L'évolution du contexte global d'intervention en Haïti peut nous amener à revoir ce plan.

RESSOURCES (31/12/2010)

Dons collectés** auprès	
- Des particuliers	9,4 millions d'euros
- Des entreprises	5,4 millions d'euros
- De l'État et des collectivités	2,4 millions d'euros
Financements obtenus des bailleurs institutionnels (Commission européenne, Unicef, Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD)...))	7,6 millions d'euros*
Autres financeurs (associations...)	0,4 million d'euros
Autres produits divers	0,1 million d'euros

TOTAL DES RESSOURCES = 25,3 MILLIONS D'EUROS AU 31 DÉCEMBRE 2010.

EMPLOIS (31/12/2010)

Population dans les camps	5,5 millions d'euros
Population en général	2,6 millions d'euros
Frais de gestion***	1,1 millions d'euros

* Ce chiffre est une estimation, il pourra varier à la marge une fois la clôture des comptes de l'année 2010 réalisée.

** Les montants indiqués intègrent les ressources déjà comptabilisées ainsi que les promesses de dons et les demandes de financement déposées auprès des bailleurs institutionnels.

*** 13,8% du montant des missions sociales.

Opérations liées à l'épidémie de choléra

Depuis le 21 octobre et le début de l'épidémie de Choléra, la Croix-Rouge française a mis en œuvre un plan de réponse à cette nouvelle urgence humanitaire. Le budget total de ce plan d'action, d'une durée de 3 à 6 mois est estimé à 2,3 Millions d'euros (dont plus de 400 000 euros à la fin 2010). La Direction Générale de l'Aide Humanitaire de l'Union Européenne (DG ECHO) est notre principale ressource financière pour cette opération (1,5 million d'euros).

La Croix-Rouge française est

AGRÉÉE PAR



NOUS REMERCIONS TOUT PARTICULIÈREMENT

■ Total, partenaire de longue date, qui soutient notre action dans le domaine de la lutte contre le VIH en Afrique et qui, pour Haïti, est le premier et plus important contributeur.
 ■ Accor (groupe et fondation), Air Liquide, Axa, Cap Gemini, Crédit Suisse, Deloitte France, Dromadaire, Essilor, Foncia, Fondation l'Oréal, Google, HSBC, La Française des Jeux, Microsoft, Nyse Euronext, Omnicom Parfip, Qualiconsult, Ricol Lasteyrie, Société Générale, Sanofi-Aventis, Veolia, Vinci.

NOUS REMERCIONS ÉGALEMENT

Adecco, Banque Palatine, Barclays, Boursorama, Bred, Casino, Chronodrive, CNRS, Colas, Cordis, Courtage Inter Caraïbes, DDB Link, Decalog Genie Informatique, Defontaine, eBay, Edenred, Editions France-Libre, Eticom, Ets Mane & Fils, Fram, GFA Caraïbes, IMS Health, IP Label, Jansen Cilag, Johnson & Johnson, Kramp, Laboratoire Vendôme, Lagardère, Les Peupliers, Look Voyages, Louis Vuitton, Mc Neil SGP, Mitsubishi, NDS Technologie France, Nestlé, Phénicia Logistics, Promodon, Properteam Regs, Renault, Ricoh, Rothschild & Cie, rueducommerce.com, Sabre, Saguez et partners, Groupe Scor, Sélection du Reader digest, Sodebo, Sofitel, Stanley, Stereau, Sungard, Taxis Bleus, Théâtre Mogador, T&S Outiror, Turf Editions, UEM, Vacances Transat, Wabcom, Winamax, Yoplait France.

Événements et opérations spéciales

■ Plusieurs partenariats ont été mis en place dès le 12 janvier 2010 avec Europe 1, RMC radio -BFM TV et TF1, qui ont largement relayé nos appels à dons, relaté et soutenu nos actions en Haïti.
 ■ « UN SMS POUR HAÏTI » : sous l'impulsion et en coordination avec l'AFOM (Association française de téléphonie mobile) SFR, Orange, Bouygues Télécom, Virgin Mobile et NRJ Mobile, ont mis en place cette opération au bénéfice de la Croix-Rouge française, le Secours Catholique et le Secours populaire.
 ■ Timbre « Solidarité Haïti » : La Poste, partenaire historique de notre association, a émis 7 millions de timbres vendus 1 euro, dont 44 centimes reversés à la Croix-Rouge française. La Poste a également réparti plus de 300 000 enveloppes T dans 3059 bureaux pour permettre aux clients de nous faire un don.
 ■ TF1 : Réalisation et diffusion d'un spot d'appel à dons ; partenariat lors de la soirée des NRJ Music Award avec reversement des bénéfices des votes par SMS ; diffusion du clip « Haïti chéri » ; tout au long de l'émission « Les 100 plus grands », Christophe Dechavanne annoncera notre numéro de téléphone pour les dons SMS.
 ■ TRACE TV : Enregistrement de la chanson « Un geste pour Haïti » avec plus de 80 artistes et vente du single au profit de la Croix-Rouge française.
 ■ EMI Music France : EMI Music Monde a mobilisé toutes ses sociétés dans le monde, leur demandant de soutenir la Croix-Rouge de leur pays. Les artistes produits par EMI Music France ont ainsi enregistré un message pour inciter leurs fans à donner à la Croix-Rouge française en se connectant sur notre site.
 ■ Air France : projection d'une vidéo d'appel à dons de la Croix-Rouge française pendant deux mois à bord de plus de 350 aéronefs et offre de facilités en termes de titres de transport et de fret sur Haïti pendant un an.



NOS PARTENAIRES INSTITUTIONNELS

Le soutien financier des partenaires institutionnels français et internationaux est une condition essentielle au maintien et à la qualité de l'action humanitaire de la Croix-Rouge française. L'Union européenne est l'un des principaux donateurs d'aide humanitaire au niveau mondial, via la Direction Générale de l'Aide Humanitaire de l'Union européenne (DG ECHO), responsable de la mise en œuvre de cette aide. En Haïti, la DG ECHO est le premier bailleur finançant nos projets avec déjà 8 millions d'euros octroyés à la réponse post-séisme et choléra. Un engagement exceptionnel. Nos projets sont également soutenus par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'Unicef et le service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France en Haïti.

L'Union européenne engagée à nos côtés

Entretien avec **Samy Cecchin**, expert DG ECHO en Haïti*.



2011, qui s'élève à 33 millions d'euros (22 millions pour l'aide humanitaire et 11 millions pour l'aide alimentaire). Ce financement va permettre de soutenir notre stratégie de sortie des camps et appuyer l'approche par quartier avec une démarche intégrée multisectorielle. Nous allons également renforcer notre engagement sur les programmes de réduction des risques et de préparation aux désastres. Cette dimension est intégrée dans l'ensemble des projets que l'on finance. Cette stratégie doit, bien sûr, prendre en compte l'épidémie de choléra pour laquelle 10 millions d'euros supplémentaires ont été

débloqués. Enfin, nous allons poursuivre nos programmes de lutte contre la malnutrition.

Quel est le rôle de la DG ECHO en Haïti ?

En 2009, la DG ECHO a ouvert un bureau en Haïti avec pour objectif de lutter contre la malnutrition et pour la sécurité alimentaire. Mais Haïti a bénéficié de l'aide de la DG ECHO de façon constante depuis 1995, tant sur la réponse à des troubles sociaux qu'aux aléas climatiques, avec une intensification de cette aide en 2008 après le passage des cyclones sur les Gonaïves. Le séisme du 12 janvier 2010 a dépassé en intensité toutes les catastrophes passées. Les besoins immédiats en termes de santé, d'abri d'urgence, d'eau et assainissement, puis la gestion des camps, ont été colossaux, avec 1,5 million de personnes déplacées à protéger. A mon sens, les acteurs humanitaires ont répondu de manière efficace à l'urgence.

Quelle est la stratégie de la DG ECHO pour 2011 ?

L'Union européenne, à travers son service d'aide humanitaire (DG ECHO), a débloqué des fonds pour la réponse au séisme qui se montent à ce jour à 120 millions d'euros (30 millions d'euros pour la réponse d'urgence et 90 millions d'euros pour la consolidation de la réponse). Ces chiffres englobent le montant du budget ECHO pour

Le service d'aide humanitaire de la Commission européenne finance les opérations d'aide aux victimes de catastrophes naturelles et de conflits, hors de l'Union Européenne. L'aide est amenée, en toute impartialité, directement aux personnes dans le besoin, sans tenir compte de leur race, groupe ethnique, religion, genre, âge, nationalité ou opinion politique.



La DG ECHO a financé trois projets de la Croix-Rouge française, à hauteur de 8 millions d'euros en 2010, pour la réponse au séisme. Quels sont les critères pour être un bon partenaire de la DG ECHO ?

Il faut d'abord avoir signé un accord de partenariat basé sur des critères opérationnels, administratifs et financiers, qui est réévalué chaque année. Nous retenons ensuite les qualités de professionnalisme, de réactivité et d'adaptation à des situations changeantes, ainsi que la capacité à intervenir sur un secteur spécifique ou de façon multisectorielle. En ce qui concerne la Croix-Rouge française, elle présente par ailleurs un avantage lié à son appartenance au Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge (FICR, les Sociétés nationales de 186 pays et le CICR). C'est souvent le seul réseau capable de mobiliser de telles ressources humaines au niveau des communautés, et d'apporter une réponse adaptée.

*Les opinions exprimées dans cet entretien ne doivent en aucun cas être considérées comme reflétant la position officielle de l'Union européenne.

Principaux bailleurs de fonds institutionnels

Hormis la DG ECHO, ont également soutenu la Croix-Rouge française dans sa réponse à l'urgence :

- Les Nations Unies, par le biais du PNUD et de l'Unicef, cofinancent la Croix-Rouge française pour ses activités de distribution en eau et assainissement, ainsi que pour ses activités de déblaiement des gravats.
- Le service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France en Haïti apporte son soutien au projet de renforcement et d'appui à l'hygiène dans 50 crèches et orphelinats de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, suite à l'épidémie de choléra.



